

«Le Conseil exécutif se félicite de la prise en compte, par le chef de l'Etat, des doléances du Gicam en faveur de la dette des PME et de leur accès au crédit. De fait, l'accumulation de la dette étatique est un frein au développement de ces entreprises, et sape les efforts qu'elles déploient pour se sortir de la trappe de la vulnérabilité. C'est pourquoi le Conseil exécutif souhaite une gestion transparente de la prescription présidentielle.», écrit Célestin Tawamba (photo), le président du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), dans un communiqué officiel publié au lendemain de l'allocution prononcée, le 31 décembre 2017, par le président Paul Biya.

En effet, «la conjoncture internationale défavorable, en raison notamment de la baisse persistante des cours des matières premières, a négativement impacté la croissance économique et le progrès social (au Cameroun). Il en est, en outre, résulté des difficultés de trésorerie, dont les fournisseurs de l'Etat et particulièrement les Petites et moyennes entreprises, ont fortement pâti», a confessé le président Biya, au cours de son adresse à la nation camerounaise, le 31 décembre dernier.

Et le chef de l'Etat camerounais de poursuivre : «nous allons, à cet égard, poursuivre nos efforts en faveur de l'optimisation de la collecte des revenus de l'Etat et de la rationalisation de la dépense publique. Une attention particulière sera accordée à la situation des PME, notamment pour ce qui est du règlement prioritaire de la dette qui leur est due, comme de l'amélioration de leur accès au crédit bancaire».

A en croire le Gicam, en plus du paiement effectif de la dette publique promise par le chef de l'Etat, ce dernier a, dans son discours du 31 décembre 2017, touché un autre problème crucial auquel sont confrontées les PME : l'accès au crédit. «Cette question, comme bien d'autres, a été identifiée comme l'un des tout premiers handicaps au développement des PME et l'une

des causes premières de leur taux élevé de mortalité, lors du Forum de la PME camerounaise que le Gicam a organisé en octobre 2017.

Ce Forum a permis de structurer des propositions et initiatives concrètes et pragmatiques du secteur privé et de l'Etat, sur les voies et moyens d'éliminer les obstacles au développement des PME et de renforcer leurs atouts», fait remarquer le patron du Gicam. Au demeurant, bien qu'il se félicite de la priorité que le chef de l'Etat a accordée au traitement des PME, dans son discours du 31 décembre 2017, le Gicam souhaite que le gouvernement aille beaucoup plus loin dans ses efforts en faveur du développement des entreprises, en général, en se penchant notamment sur la question du paiement, à ces dernières, des arriérés des crédits de TVA accumulés depuis des années. «Le Conseil exécutif est favorable à l'extension de l'effort gouvernemental aux crédits de TVA, dont l'effet cumulatif est préjudiciable à toutes les entreprises et, plus encore, aux PME.

A cet égard, le Gicam se dit prêt à soutenir les actions qui seront menées dès les prochaines semaines», souligne Célestin Tawamba, dans son communiqué. Pour mémoire, depuis des années, le remboursement des crédits de TVA constitue un véritable casse-tête pour les entreprises. Excipant généralement des difficultés de trésorerie, l'Etat a pris l'habitude de retenir par devers lui ces fonds, souvent pendant des années, plombant ainsi la trésorerie des entreprises,

Source: Investir au Cameroun

lesquelles sont pourtant en quête perpétuelle de financements pour développer leurs activités.